



# Statistique Canada

Budget des dépenses  
2000-2001

Partie III – Rapport sur les plans et les priorités

Canada

## Les documents budgétaires

Chaque année, le gouvernement établit son Budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le Budget des dépenses qui est déposé à la Chambre des communes par la présidente du Conseil du Trésor, comporte trois parties :

**Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement** présente un aperçu des dépenses fédérales et résume les rapports entre les principaux éléments du Budget principal des dépenses et le Plan de dépenses (qui figure dans le budget).

**Partie II – Le Budget principal des dépenses** étaye directement la *Loi de crédits*. Le Budget principal des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits que le Parlement doit adopter afin que le gouvernement puisse mettre en applications ses plans de dépenses. Les Parties I et II du Budget des dépenses sont déposées simultanément le 1er mars ou avant.

**Partie III – Le Plan de dépenses du ministère** est divisé en deux documents :

- 1) **Les rapports sur les plans et les priorités (RPP)** sont des plans de dépenses établis par chaque ministère et organisme (à l'exception des sociétés d'État). Ces rapports présentent des renseignements plus détaillés au niveau des secteurs d'activité et portent également sur les objectifs, les initiatives et les résultats prévus; il y est fait également mention des besoins connexes en ressources pour une période de trois ans. Les RPP contiennent également des données sur les besoins en ressources humaines, les grands projets d'immobilisations, les subventions et contributions, et les coûts nets des programmes. Ils sont déposés au Parlement par la présidente du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ces documents doivent être déposés au plus tard le 31 mars, pour renvoi aux comités qui font ensuite rapport à la Chambre des communes conformément au paragraphe 81(4) du Règlement.
- 2) **Les rapports ministériels sur le rendement (RMR)** rendent compte des réalisations de chaque ministère et organisme en fonction des attentes prévues en matière de rendement qui sont indiquées dans leur RPP. Ces rapports sur le rendement, qui portent sur la dernière année financière achevée, sont déposés au Parlement en automne par la présidente du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables pour les ministères et des organismes désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le Budget des dépenses, de même que le budget du ministre des Finances, sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, 2000

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions du gouvernement du Canada (TPSGC)  
Ottawa (Canada) K1A 0S9

Téléphone : 1-800-635-7943  
Site Internet : <http://publications.tpsgc.gc.ca>

No. de catalogue BT31-2/2001-III-68

ISBN 0-660-61193-7



Statistics Canada | Statistique Canada

# **Budget des dépenses 2000-2001**

## **Rapport sur les plans et les priorités**

---

John Manley  
Ministre de l'Industrie



# Table des matières

<b>PARTIE I : MESSAGE.....</b>	<b>3</b>
MESSAGE DU MINISTRE POUR LE PORTEFEUILLE .....	3
<b>PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA .....</b>	<b>5</b>
A.    MANDAT, RÔLES ET RESPONSABILITÉS.....	5
B.    OBJECTIFS.....	7
C.    FACTEURS EXTERNES INFLUENÇANT STATISTIQUE CANADA.....	7
D.    STATISTIQUE CANADA — DÉPENSES PRÉVUES.....	9
<b>PARTIE III : PLANS, RÉSULTATS ET RESSOURCES .....</b>	<b>11</b>
STATISTIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE .....	11
A. <i>Dépenses prévues nettes (en millions de dollars) et équivalents temps plein (ETP)</i> .....	11
B. <i>Objectifs</i> .....	11
C. <i>Description</i> .....	11
D. <i>Principaux engagements en matière de résultats, résultats escomptés et activités connexes</i> ....	13
STATISTIQUE DU RECENSEMENT DE LA POPULATION .....	34
A. <i>Dépenses prévues nettes (en millions de dollars) et équivalents temps plein (ETP)</i> .....	34
B. <i>Objectifs</i> .....	34
C. <i>Description</i> .....	34
D. <i>Principaux engagements en matière de résultats, résultats escomptés et activités connexes</i> ....	35
<b>PARTIE IV : RENSEIGNEMENTS FINANCIERS.....</b>	<b>37</b>
<i>Source des recettes disponibles et des recettes non disponibles</i> .....	37
<i>Coût net du programme pour l'exercice du Budget des dépenses</i> .....	38
<b>PARTIE V : AUTRES RENSEIGNEMENTS .....</b>	<b>39</b>
A.    MANDAT LÉGISLATIF.....	39
B.    PERTINENCE, PARTENAIRES DE STATISTIQUE CANADA ET UTILISATIONS DES DONNÉES.....	40
<b>INDEX.....</b>	<b>45</b>



## PARTIE I : MESSAGE

### Message du Ministre pour le Portefeuille

Dans l'économie mondiale, l'innovation représente un facteur déterminant pour la croissance économique à long terme, l'accroissement de la productivité et, en fin de compte, la qualité de vie de la population. Le fait de préparer les Canadiens et les Canadiennes à entrer dans le monde de l'économie fondée sur le savoir demeurera l'une des grandes priorités du gouvernement au cours des années à venir. Les organismes membres de mon portefeuille cherchent à stimuler la croissance d'une économie canadienne forte et dynamique et à aider les Canadiens et les Canadiennes à profiter des avantages qu'offre l'économie mondiale fondée sur le savoir. Ainsi, nous avons posé les fondements de cette économie grâce aux investissements soutenus que nous avons faits dans les domaines du savoir et de l'innovation.

#### *Le Portefeuille de l'Industrie est...*

Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agence spatiale canadienne  
Banque de développement du Canada\*  
Commission du droit d'auteur Canada  
Conseil canadien des normes\*  
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada  
Conseil national de recherches Canada  
Développement économique Canada pour les régions du Québec  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Industrie Canada  
Statistique Canada  
Tribunal de la concurrence

\* N'est pas tenu de soumettre un rapport sur les plans et les priorités.

L'initiative « Un Canada branché », qui a pour but de faire du Canada le pays le plus branché du monde, constitue, tant sur le plan économique que social, un élément essentiel de la croissance fondée sur le savoir. Les applications de pointe qui en découlent favoriseront la création d'emplois et la croissance économique, et elles contribueront à l'augmentation de la productivité. « Un Canada branché » nous permet également de joindre tous les citoyens et de leur offrir des services améliorés et redéfinis, en plus de resserrer nos liens avec la population canadienne.

Je suis fier de présenter le *Rapport sur les plans et les priorités* de Statistique Canada. Ce rapport expose à l'intention des Canadiens les activités, les priorités et les ressources prévues pour les trois prochaines années. Ces plans illustrent comment Statistique Canada contribue à l'édification d'une économie canadienne forte et dynamique. Statistique Canada fournit aux Canadiens de l'information de grande qualité qui couvre un large éventail de questions telles que la performance de l'économie canadienne et sa productivité; l'économie fondée sur le savoir; la croissance économique; les défis à l'échelle mondiale; la cohésion sociale et le développement des ressources humaines. Pour ce faire, les programmes statistiques — ceux couvrant la production économique, les sciences et la technologie, l'environnement, la polarisation du revenu et diverses transitions sociales pour ne nommer que ceux-là — sont élargis et améliorés.

L'avenir nous oblige à définir l'excellence selon des normes mondiales. Durant la prochaine décennie, l'innovation, les sciences, la recherche et le développement et la « connectivité » modifieront profondément le monde. Pour maintenir et améliorer leur qualité de vie, les Canadiens devront se démarquer sur la scène mondiale en étant plus compétents, plus productifs, plus novateurs et plus audacieux en affaires, ce qu'ils sauront certainement devenir.

---

L'honorable John Manley



## **PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA**

### **A. Mandat, rôles et responsabilités**

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. Cette activité revêt une importance fondamentale pour une démocratie ouverte sur le monde du fait qu'elle fournit à la population canadienne et à ses élus de l'information objective sur l'évolution de la société et de l'économie. Les entreprises, les syndicats et les organismes à but non lucratif se servent aussi de l'information recueillie par l'organisme pour prendre des décisions éclairées.

Le mandat de Statistique Canada comporte aussi la coordination et la direction du système statistique du pays. Cela amène le Bureau à former plusieurs partenariats aux échelles fédérale et provinciale. Ces partenariats profitent aux Canadiens de bien des façons. L'amélioration de la qualité des données grâce à des méthodes d'enquête plus comparables, l'allègement du fardeau de réponse grâce à l'utilisation de documents administratifs et du partage de données ainsi que l'échange de pratiques exemplaires entre tous les partenaires constituent quelques exemples.

Au cours des dernières années, on a utilisé de façon croissante les données de l'organisme à des fins législatives et de réglementation. Elles ont ainsi servi à la distribution des fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*); au partage des recettes fiscales fédérales-provinciales (*Taxe de vente harmonisée*); à l'indexation des prestations aux bénéficiaires et des crédits d'impôts du gouvernement fédéral (*Loi de l'impôt sur le revenu*); à l'établissement des domaines d'admissibilité aux prestations supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*); à la répartition des sièges parlementaires entre les provinces et à la délimitation des circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*); à la désignation de régions fédérales où il y a prestation de services bilingues (*Loi sur les langues officielles*) et à l'évaluation de la fréquence des sous-populations faisant l'objet du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*). Statistique Canada, en vertu d'autres lois fédérales, doit également fournir des données à des fins particulières. (Voir la partie V-A. pour obtenir la liste complète des lois se rapportant au mandat législatif confié à Statistique Canada.)

## Statistique Canada

### Ressources par organisation et par secteur d'activité pour 2000-2001

		<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; margin: 0 auto; width: fit-content;">Ministre de l'Industrie</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; margin: 0 auto; width: fit-content;">Statisticien en chef</div>								
Secteur d'activité		SCA* Statistique sociale, des institutions et du travail	SCA Statistique du commerce et des entreprises	SCA Études analytiques et comptes nationaux	SCA Communications et opérations	SCA Informatique et méthodologie	SCA Services de gestion	Sous-total	Recettes nettes en vertu d'un crédit	<b>Total</b>
Statistique économique et sociale	(en millions de dollars)	55,7	73,5	30,5	73,2	52,4	103,0	388,3	75,6	<b>312,7</b>
	ETP	521	1 114	439	840	701	867	4 482		<b>4 482</b>
Statistique du Recensement de la population	(en millions de dollars)	46,2	0,0	0,0	59,6	25,9	2,5	134,2	12,3	<b>121,9</b>
	ETP	338	0	0	363	308	86	1 095		<b>1 095</b>
<b>Dépenses totales prévues</b>	<b>(en millions de dollars)</b>	<b>101,9</b>	<b>73,5</b>	<b>30,5</b>	<b>132,8</b>	<b>78,3</b>	<b>105,5</b>	<b>522,5</b>	<b>87,9</b>	<b>434,6</b>
	<b>ETP</b>	<b>859</b>	<b>1 114</b>	<b>439</b>	<b>1 203</b>	<b>1 009</b>	<b>953</b>	<b>5 577</b>		<b>5 577</b>

\* SCA — Statisticien en chef adjoint

## B. Objectifs

Les deux principaux objectifs de Statistique Canada découlent de son mandat :

- Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes publics, de faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé et de servir l'intérêt général de tous les Canadiens.
- Promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité à l'échelle internationale des statistiques canadiennes en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et pratiques scientifiques éprouvées.

## C. Facteurs externes influençant Statistique Canada

***Besoins nouveaux d'information***

***Internet — Un Canada branché***

***Autres changements  
technologiques***

***Partenariats***

La raison d'être de l'organisme réside dans la production d'information statistique de grande qualité. L'efficacité de Statistique Canada repose sur sa crédibilité, la pertinence de son information, la qualité et l'accessibilité de ses produits et services, le respect de normes professionnelles élevées et le contrôle du fardeau des répondants aux enquêtes.

La collecte d'information suppose un partenariat avec tous les Canadiens. Les

Canadiens contribuent à ce partenariat et en bénéficient. Les enquêtes et l'accès à des documents administratifs fournissent de l'information à Statistique Canada, qui, après l'avoir compilée et analysée, remet cette information à la disposition des Canadiens à l'aide d'une myriade de produits.

***Besoins nouveaux d'information***

Traditionnellement, le programme de base de Statistique Canada a été structuré pour fournir de l'information sur la macroéconomie, la microéconomie et la structure sociodémographique du Canada. Il a aussi fourni de l'information statistique sur les institutions et sur les programmes publics. Cette information demeure pertinente. Cela constitue le programme central de l'organisme (vous pouvez obtenir plus de renseignements dans les descriptions des secteurs d'activité). Cependant, de nouveaux enjeux signifient que l'organisme doit être capable de réagir à ces exigences complexes. Les nouveaux arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux, la santé des Canadiens et les systèmes qui l'appuient, les facteurs touchant la performance économique dans la

nouvelle économie fondée sur le savoir, la croissance économique, les facteurs microéconomiques influençant la compétitivité, la cohésion sociale, le développement des ressources humaines, les possibilités et les défis à l'échelle mondiale, de même que les résultats des programmes sociaux sont quelques-uns des aspects exigeant plus d'information et d'analyses destinées à aider les décideurs publics et privés à comprendre les enjeux auxquels ils sont confrontés. Maintenir la pertinence<sup>1</sup> du programme de Statistique Canada en répondant à ces besoins d'information et en gardant l'intégrité du programme de base demeure l'un des buts principaux de l'organisme.

#### *Internet — Un Canada branché*

« Un Canada branché » est un résultat de l'effort du gouvernement fédéral pour rendre l'information et les connaissances accessibles à tous les Canadiens. Le réseau Internet a le potentiel de fournir aux gens, aux institutions, aux petites et aux grandes entreprises, à toutes les collectivités et à tous les ordres de gouvernement de nouvelles possibilités d'apprentissage, d'interaction, de négociation d'affaires et de développement de leur potentiel socioéconomique. Toujours conscient de cet engagement, Statistique Canada évalue constamment sa stratégie de diffusion pour assurer la satisfaction des besoins de la population canadienne à l'intérieur d'un environnement qui évolue rapidement.

Internet est en train de modifier les modes d'accès à l'information par la société. Il est devenu un élément clé de la stratégie de diffusion de l'organisme puisqu'on peut y trouver l'information la plus récente ainsi que des données chronologiques.

#### *Autres changements technologiques*

L'évolution des dynamiques sociale, économique et technologique au sein de la société canadienne a forcé Statistique Canada à produire de nouveaux types de données qui permettent de demeurer au diapason des besoins d'information de la nation. À la fin des années 80 et au cours des années 90, de nouvelles technologies ont contribué à fournir ces nouveaux types de données, alors que le fardeau imposé aux répondants qui fournissent de l'information a diminué.

#### *Partenariats*

Comme dans le cas de beaucoup d'autres institutions fédérales, les partenariats et le partage des coûts avec d'autres ministères et, dans certains cas, avec des organismes provinciaux, sont devenus chose courante au cours des trois ou quatre dernières années. Les contributions des partenaires prouvent le besoin de données, la pertinence, la confiance et la volonté de coopérer, et ces relations ont graduellement évolué au point de devenir partie intégrante de l'élaboration de plans d'entreprise. Statistique Canada continuera à favoriser de tels accords au cours de la période de planification, étant donné qu'ils servent bien non seulement les besoins des partenaires, mais également les besoins du système de statistique national et du secteur de la recherche au Canada.

---

1. Dans la partie V-B. du présent rapport, nous traitons davantage de pertinence.

## D. Statistique Canada — Dépenses prévues

(en millions de dollars)	Prévisions de dépenses 1999-2000 <sup>1</sup>	<b>Dépenses prévues 2000-2001</b>	Dépenses prévues 2001-2002	Dépenses prévues 2002-2003
Budgétaire du Budget principal des dépenses (brut)	383,1	<b>497,7</b>	571,7	407,8
Moins : Recettes disponibles	74,0	<b>87,9</b>	69,2	69,2
<b>Total du Budget principal des dépenses</b>	<b>309,1</b>	<b>409,8</b>	<b>502,5</b>	<b>338,6</b>
Rajustements <sup>2</sup>	42,6	<b>24,8</b>	28,4	3,9
<b>Dépenses prévues nettes</b>	<b>351,7</b>	<b>434,6</b>	<b>530,9</b>	<b>342,5</b>
Moins : Recettes non disponibles	0,8	<b>2,5</b>	0,8	0,8
Plus : Coût des services reçus sans frais	37,4	<b>39,3</b>	39,5	37,3
<b>Coût net du programme</b>	<b>388,3</b>	<b>471,4</b>	<b>569,6</b>	<b>379,0</b>
<b>Équivalents temps plein</b>	<b>5 039</b>	<b>5 577</b>	<b>5 819</b>	<b>5 032</b>

<sup>1</sup> Ce montant reflète les prévisions les plus justes du total des dépenses prévues à la fin de l'exercice courant.

<sup>2</sup> Les rajustements tiennent compte des approbations qui ont été obtenues depuis la mise à jour annuelle des niveaux de référence (MJANR) et des initiatives du budget.



## PARTIE III : PLANS, RÉSULTATS ET RESSOURCES

### Statistique économique et sociale

#### A. Dépenses prévues nettes (en millions de dollars) et équivalents temps plein (ETP)

Prévisions de dépenses 1999-2000 <sup>1</sup>	Dépenses prévues 2000-2001	Dépenses prévues 2001-2002	Dépenses prévues 2002-2003
315,1 \$	<b>312,7 \$</b>	327,5 \$	304,6 \$
4 321 ETP	<b>4 482 ETP</b>	4 499 ETP	4 419 ETP

<sup>1</sup> Ce montant reflète les prévisions les plus justes des dépenses prévues à la fin de l'exercice courant.

#### B. Objectifs

Ce secteur d'activité comporte deux volets :

- fournir des renseignements et des analyses statistiques ayant trait à la mesure de la performance économique du Canada à l'échelle nationale et à l'échelle internationale;
- fournir des renseignements statistiques sur le bien-être social, économique et physique des particuliers et des familles, ainsi que sur les systèmes publics et les établissements qui leur fournissent des services.

#### C. Description

La composante statistique économique de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système des comptes nationaux du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements à jour et structuraux sur l'économie canadienne qui servent à étayer la formulation et le rajustement des politiques économiques budgétaires, monétaires et en matière de ressources humaines, de même que la formulation et le rajustement de politiques industrielles et internationales. Le Système des comptes nationaux sert également de cadre de comparaison entre des séries statistiques particulières, afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner des changements dans l'importance économique de divers secteurs.

*Mesurer  
la  
performance  
de l'économie  
canadienne*

Une autre composante de ce secteur d'activité porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. Il fournit notamment une mesure de

la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisés dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

***Renseignements  
sur les Canadiens  
et les systèmes  
subventionnés pour  
répondre à leurs besoins***

La composante statistique des ménages de ce secteur d'activité fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont reliés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

La composante statistique des institutions de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens ainsi que sur les retombées des services qu'ils offrent. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités, et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services de même que l'influence qu'ils exercent sur la société canadienne. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.



#### **D. Principaux engagements en matière de résultats, résultats escomptés et activités connexes**

En 1998-1999, Statistique Canada a défini le cadre de l'assurance de la qualité qu'il utilise pour gérer la qualité des données des programmes statistiques. Le cadre comprend six critères pour évaluer la qualité (la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'accessibilité, l'intelligibilité et la cohérence), qui constituent le fondement de la déclaration sur la qualité contenue dans le *Rapport sur le rendement* de Statistique Canada pour la période se terminant en mars 1999.

Les projets mis au premier plan dans le tableau qui suit sous l'en-tête « Résultats prévus » devront être revus et déclarés selon le cadre de contrôle de la qualité.

## Principaux engagements en matière de résultats, résultats escomptés et activités connexes

<b>Information à fournir aux Canadiens :</b>	<b>Résultats escomptés :</b>	<b>Activités connexes :</b>	<b>Activités signalées à la page</b>
<p>Des statistiques objectives et non partisans permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadienne qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions;</li> <li>• sensibles aux problèmes nouveaux;</li> <li>• de grande qualité.</li> </ul> <p>Et qui permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• répondre aux exigences légales;</li> <li>• renseigner les Canadiens sur les problèmes économiques et sociaux courants et émergents;</li> <li>• maintenir une infrastructure nationale d'information statistique.</li> </ul>	<p>Information visant à faciliter l'harmonisation de la taxe de vente fédérale-provinciale</p> <p>Information nécessaire pour relever les défis stratégiques dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• performance et compétitivité de l'économie canadienne;</li> <li>• économie fondée sur le savoir;</li> <li>• croissance économique;</li> <li>• cohésion sociale;</li> <li>• développement des ressources humaines;</li> <li>• défis et possibilités à l'échelle mondiale.</li> </ul>	<p>Élaboration du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)</p>	16
		<p>Élaboration du Programme de recherche par enquêtes en réponse aux besoins d'information en vue de relever les défis en matière de politiques dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sciences et technologie;</li> <li>• industries des services;</li> <li>• éducation;</li> <li>• justice;</li> <li>• dynamique du marché du travail;</li> <li>• environnement;</li> <li>• jeunesse;</li> <li>• petites entreprises;</li> <li>• commerce international et promotion.</li> </ul>	18
		<p>Élaboration de l'initiative Carnet de route de l'information sur la santé</p>	29

<b>Information à fournir aux Canadiens :</b>	<b>Résultats escomptés :</b>	<b>Activités connexes :</b>	<b>Activités signalées à la page</b>
	Maintien d'une infrastructure nationale de renseignements statistiques grâce : <ul style="list-style-type: none"> <li>• au contrôle du fardeau des répondants ;</li> <li>• à l'utilisation maximale des données administratives ;</li> <li>• à l'utilisation de méthodes et de technologies modernes ;</li> <li>• à l'emploi de personnel qui est compétent et qui réagit bien.</li> </ul>	Contrôle du fardeau des répondants grâce : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à l'élaboration de l'Enquête unifiée sur les entreprises ;</li> <li>• à l'élaboration de nouvelles données administratives.</li> </ul>	30

Ci-après figure un aperçu des grandes initiatives à entreprendre au cours des trois prochaines années.

### ***1. Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)***

Statistique Canada a lancé en 1996-1997 un vaste et important projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales. Le budget permanent autorisé de 42,9 millions de dollars par année a été atteint en 1998-1999.

Le projet est l'aboutissement de pourparlers tenus en 1996 entre les gouvernements du Canada, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et du Labrador et de la Nouvelle-Écosse sur l'harmonisation de la taxe de vente, à la suite desquels on a décidé d'utiliser une formule d'attribution des recettes fondées sur des statistiques globales. Cette dernière a été adoptée, plutôt qu'une formule exigeant le suivi de chaque opération commerciale comportant le paiement ou le remboursement de la taxe de vente, afin de minimiser le fardeau sur l'entreprise. On s'est toutefois rendu compte que, pour que cette méthode d'attribution des recettes soit utilisée, il fallait de beaucoup améliorer la qualité des statistiques économiques provinciales. Par conséquent, Statistique Canada est en voie de consolider ses statistiques économiques provinciales.

***De meilleures  
statistiques  
économiques  
provinciales  
grâce à  
l'harmonisation de la  
taxe de vente***

### **Objectifs du Projet pour l'amélioration des statistiques économiques provinciales**

De façon générale, l'objectif est l'amélioration de la qualité des statistiques économiques provinciales au Canada. Il a donc fallu élaborer un système rigoureusement intégré et fiable de comptes économiques provinciaux centrés sur les comptes d'entrée-sortie interprovinciaux et sur les comptes de recettes et de dépenses, les deux préparés annuellement.

La structure de l'économie canadienne est complexe et fortement intégrée. Les grandes entreprises, qui représentent plus de la moitié de la production totale du secteur des entreprises du Canada, sont actives dans de nombreuses provinces, leur production et leurs opérations de vente franchissant souvent les frontières provinciales et territoriales. Les petites entreprises participent également au commerce interprovincial. Pour cette raison, il est impossible de confiner les améliorations aux trois provinces touchées. Le projet doit donc tenir compte de la production et des ventes dans toutes les provinces dans la mesure où ces éléments touchent la taxe de vente harmonisée (TVH) dans les trois provinces signataires.

## **Résultats attendus**

De 1997 à 1999, les résultats associés à ces améliorations ont été utilisés par les fonctionnaires des ministères des Finances aux échelons fédéral et provincial pour la préparation des prévisions provisoires et intérimaires des parts de recettes de la TVH. Dans la quatrième année, soit en 2000, les produits statistiques seront à ce point complets qu'on pourra les utiliser pour produire des comptes d'entrée-sortie et des comptes économiques provinciaux annuels pour les provinces et les territoires. Ces comptes seront ensuite utilisés par les ministères des Finances aux échelons fédéral et provincial pour le calcul des parts de recettes définitives.

Outre leur rôle dans la formule d'attribution des recettes de la TVH, les nouvelles données produites dans le cadre de cette initiative seront utiles pour une vaste gamme d'autres applications, allant des ententes de transfert intergouvernementales et de la formulation des politiques de développement régional jusqu'à l'investissement par les entreprises, le marketing et l'analyse des coûts.

## **Principales réalisations jusqu'à maintenant**

Statistique Canada a produit pour l'année de référence 1996 un ensemble de tableaux « pilotes » provinciaux et territoriaux des entrées-sorties. La publication de ces tableaux et leur intégration aux comptes économiques provinciaux actuels de l'organisme représentent un jalon très important dans le développement du système canadien de statistiques.

L'organisme a mené avec succès pour les années de référence 1997 et 1998 trois enquêtes-ménages importantes : l'Enquête sur les dépenses des ménages, l'Enquête sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants au Canada et l'Enquête sur les voyages des Canadiens. On a également diffusé des données sur trois enquêtes-pilotes unifiées auprès des entreprises qui ont été menées en 1997, lesquelles ont fourni conjointement une preuve convaincante de leur bien-fondé. De plus, l'infrastructure du programme de la statistique des entreprises de Statistique Canada a été élargi et amélioré à maints égards, ce qui a apporté d'énormes améliorations quant à la qualité d'une vaste gamme d'enquêtes actuelles.

## **2. *Élaboration du Programme de recherche par enquêtes en réponse aux besoins en information en vue de relever les défis en matière de politiques — Lacunes statistiques II***

En réponse à l'Initiative fédérale de recherche sur les politiques, les questions définies découlant de ce processus seront un élément essentiel pour Statistique Canada au cours de l'année qui vient. L'organisme cherchera à consolider, à élaborer et à mettre à exécution, en collaboration avec des ministères directeurs, un programme de recherche par enquêtes pour répondre aux besoins en information exprimés dans les domaines suivants : *l'économie fondée sur le savoir, la croissance économique, la cohésion sociale, le développement des ressources humaines ainsi que les défis et les possibilités à l'échelle mondiale.*

*Économie fondée sur le savoir*

*Croissance économique*

*Cohésion sociale*

*Développement des ressources  
humaines*

*Défis et possibilités à l'échelle  
mondiale*

On fournit un court rapport de la situation pour chaque projet afin d'indiquer l'avancement par rapport aux objectifs cités.

### **Activités à l'appui des besoins en information liés à l'économie et à la société fondées sur le savoir**

Pour satisfaire les besoins de nouveaux renseignements sur le rôle des connaissances et des compétences spécialisées ainsi que sur l'incidence de celles-ci sur le marché du travail et au sein des entreprises, les programmes suivants ont été approuvés :

- Enquête sur le lieu de travail et les employés (ELTE)

Les recherches sur les politiques pour les travailleurs et le milieu de travail sont incomplètes pour deux raisons :

- le manque d'information de base sur la demande de main-d'œuvre;
- l'incapacité de relier l'information relative à la demande à l'information relative à l'offre sur le marché du travail, c'est-à-dire l'incapacité de relier les décisions à l'intérieur des entreprises et leurs répercussions sur les travailleurs.

L'ELTE vise à combler cette lacune statistique en recueillant de l'information sur le milieu de travail, son évolution actuelle et l'influence des changements sur les travailleurs.

### *Rapport de la situation*

Statistique Canada a terminé la première enquête en novembre 1999. Les données seront prêtes à être analysées au début de l'été 2000. On distribuera aux répondants un bulletin pendant le lancement du deuxième cycle d'enquête de l'ELTE, qui sera mené en avril 2000. La publication intégrale des ensembles de données sur les employeurs et les employés sera disponible à l'automne 2000. Le comité directeur de l'ELTE a élaboré un calendrier de recherches et l'a présenté au comité consultatif en octobre 1999. Le calendrier identifie un certain nombre de priorités à long terme.

L'accès aux données de l'ELTE se fait sur plusieurs fronts. Les résultats de l'ELTE seront disponibles dans les centres de données pour la recherche de plusieurs universités canadiennes, et d'autres possibilités sont examinées.

- Accès à la technologie de la communication de l'information et utilisation de celle-ci

L'objectif de ce projet est de déterminer dans quelle mesure les Canadiens ont accès à ces technologies, à quelle fréquence celles-ci sont utilisées et le but visé par cette utilisation. L'enquête permettra de recueillir des renseignements sur les aspects suivants :

- l'équipement et les services de communications auxquels les gens ont actuellement accès;
- l'utilisation qui est faite de cet équipement et de ces services;
- le temps consacré à ces activités;
- les caractéristiques démographiques des utilisateurs et des non-utilisateurs;
- les facteurs qui influent sur la décision que prennent certaines personnes de ne pas utiliser cet équipement ou ces services;
- l'historique et les modalités de l'accès aux ordinateurs;
- les répercussions de la technologie sur la vie des gens; ainsi que
- la pertinence du contenu canadien des services en direct.

### *Rapport de la situation*

Statistique Canada a achevé avec succès le test-pilote de cette enquête à l'automne 1999, lui permettant ainsi de procéder au lancement de l'enquête intégrale en janvier 2000.

- Indice de la rémunération totale du travail

Le but visé par ce projet est de mettre au point un nouvel indice du coût de la main-d'œuvre (ICMO). Celui-ci aidera les décideurs à évaluer les progrès actuels sur les marchés du travail — un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique de stabilisation. La nouvelle série de données permettra en outre d'effectuer de nouvelles recherches ou des recherches améliorées sur des sujets comme :

- le rôle que jouent les pressions exercées par le coût de la main-d'œuvre dans le processus d'inflation et le cycle économique;
- l'adaptation de marchés du travail particuliers aux changements touchant la demande et l'offre de main-d'œuvre;

- le rôle que jouent les avantages non salariaux et la rémunération « selon le risque » dans la rémunération totale et la promotion de la souplesse de la rémunération; ainsi que
- les liens entre la souplesse de la rémunération et l'adaptation de la main-d'œuvre.

*Rapport de la situation*

L'ICMO est élaboré à partir de données d'enquête détaillées en utilisant un modèle pour extrapoler l'indice. À la suite de consultations, l'organisme a produit un modèle provisoire qui est présentement en voie d'être testé.

**Activités à l'appui des besoins en information liés à la croissance économique**

La croissance économique est essentielle à la formation de la richesse et à la création d'emplois. Cependant, de nombreux aspects de la croissance ne sont pas bien compris, notamment en ce qui a trait aux facteurs déterminants de l'augmentation et du ralentissement de la productivité (raisons pour lesquelles les États-Unis ont connu une forte croissance dans les années 90, ce qui n'a pas été le cas pour le Canada), et à la relation entre l'environnement et la croissance. Les projets pour combler les lacunes statistiques dans ce domaine sont les suivants :

- Projet de remaniement des sciences et de la technologie : système d'information pour les sciences et la technologie  
Les activités relatives aux sciences et à la technologie sont cruciales pour la création d'emplois et la croissance économique, pour l'amélioration de la qualité de vie et pour l'avancement de la connaissance. Même si le bon usage des sciences et de la technologie est essentiel au bien-être des personnes et de la société, bon nombre de questions à ce sujet ne trouvaient pas de réponse avec les données statistiques disponibles il y a quelques années.

*Un système  
d'information  
pour les sciences  
et la  
technologie*

**Objectifs**

Le projet d'élaboration d'un système d'information pour les sciences et la technologie a été lancé, il y a trois ans, pour chercher à combler les lacunes en matière de renseignements dans ce domaine. Ce projet constitue un moyen de fournir des renseignements, sous une forme intégrée, sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : le rendement de base des sciences et de la technologie (notamment la recherche, le développement et l'innovation) dans tous les secteurs de l'économie; les répercussions économiques et sociales de l'innovation technologique; et la diffusion des technologies et des idées dans une économie fondée sur le savoir.



## Résultats attendus

Le projet vise à définir trois ensembles de mesures regroupées sous les rubriques des sciences et de la technologie, de l'innovation, ainsi que de la diffusion et des crédits. Ces mesures serviront à broser un tableau cohérent de l'innovation au Canada et de sa relation avec l'économie fondée sur le savoir.

En conséquence de cette initiative, les enquêtes existantes ont été améliorées, de nouvelles enquêtes ont été menées et un nouveau travail analytique a été entrepris.

Les activités ont surtout porté sur :

- la recherche et le développement industriels;
- l'activité fédérale dans les domaines des sciences et de la technologie;
- l'innovation;
- la diffusion de la technologie;
- les flux de connaissances; ainsi que
- la performance économique.

### *Rapport de la situation*

Jusqu'à maintenant, ces activités ont permis de recueillir de nouveaux renseignements sur la biotechnologie, comme les dépenses fédérales touchant la biotechnologie (tant les activités de recherche et développement que les activités scientifiques connexes), l'utilisation actuelle de la biotechnologie et l'utilisation qu'on prévoit faire de celle-ci ainsi que les caractéristiques des entreprises dont la biotechnologie constitue l'activité principale. Le groupe d'experts du Comité consultatif des sciences et de la technologie du Premier ministre a utilisé les résultats tirés de l'enquête sur la commercialisation de la propriété intellectuelle dans les universités pour formuler des recommandations que Statistique Canada a intégrées à la deuxième enquête. L'organisme a également diffusé les résultats de nouvelles recherches sur l'innovation dans l'industrie de la construction et les industries qui y sont reliées.

- Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité »

Ce projet permettra de recueillir des données sur les facteurs qui influencent la capacité du pays d'atteindre son objectif de rendre l'infrastructure du savoir accessible à tous les Canadiens. Ce projet servira en outre à déterminer l'utilisation réelle que font ou prévoient faire les ménages et d'autres secteurs de l'économie des technologies de l'information et des communications, et à quel degré ces derniers sont prêts à se lancer dans le commerce électronique. La mesure du commerce électronique constitue une partie importante du projet.

### *Rapport de la situation*

Statistique Canada reconnaît l'importance de fournir de l'information sur le *commerce électronique*, qui est en train de modifier la façon dont les Canadiens font des affaires. L'organisme a mis sur pied un groupe de travail pour concevoir une approche globale de la mesure du commerce électronique.

Statistique Canada a lancé une enquête transéconomique du commerce électronique dans le cadre d'un projet parrainé par Industrie Canada afin de mettre au point des

indicateurs socioéconomiques de la « connectivité ». Comme cette enquête profite de l'infrastructure actuelle des enquêtes, l'organisme prévoit diffuser un portrait complet du commerce électronique par Internet pour l'année 1999 pendant la première moitié de l'an 2000. La répétition de cette enquête à exécution rapide fournira de l'information relativement aux tendances sur le plan des formes et des points de croissance du commerce électronique dans l'économie.

Statistique Canada a ajouté, dans le cadre du même projet, des questions sur le commerce électronique à l'enquête Internet dans les ménages de 1999 afin de fournir de l'information sur les achats par voie électronique des ménages qui utilisent ce moyen de communication. Les résultats de cette activité devraient également être diffusés pendant la première moitié de l'an 2000.

- Programme de la statistique de l'environnement

L'objectif de ce programme consiste à fournir aux Canadiens de l'information cohérente, complète et pertinente afin d'étudier la relation entre l'environnement et l'activité humaine. Le personnel du programme s'acquitte de son mandat principalement :

- en intégrant l'information sur l'environnement aux données socioéconomiques de Statistique Canada; ainsi que
- en recueillant des données sur la protection de l'environnement directement auprès des entreprises, des ménages et des gouvernements au moyen de plusieurs enquêtes sur la production et la consommation de produits et de services environnementaux.

*Rapport de la situation*

Les activités qui suivent contribuent à la réalisation de l'ensemble du programme :

- La publication de *L'activité humaine et l'environnement 2000 (AHE)* paraîtra au début de l'an 2000. L'AHE est un compendium de statistiques quinquennales sur la relation entre l'activité humaine et l'environnement. L'ouvrage est destiné au grand public et à l'enseignement en classe.
- Statistique Canada a mis au point une base de données et un outil de repérage intégrés et conviviaux pour faciliter l'analyse de données environnementales, sociales et économiques intégrées.
- L'organisme a mené avec succès quatre enquêtes environnementales. En conséquence, il dispose maintenant d'une information plus complète, détaillée et opportune sur les activités de protection de l'environnement (comme l'utilisation de technologies environnementales), sur l'industrie de la gestion des déchets et sur les entreprises qui fournissent des produits et des services environnementaux.
- Dans le domaine du changement climatique, Statistique Canada produira pour chaque province canadienne les données actuelles des Comptes environnementaux sur les émissions de gaz à effet de serre. Ces données permettront l'analyse de diverses possibilités d'action pour concrétiser l'engagement du Canada sur le plan de la réduction de ces gaz.

- Statistique Canada a lancé trois projets multi-annuels liés à l'environnement :
  - l'évaluation et la mise à l'essai des méthodes pour élaborer des statistiques sur les activités de recyclage (en collaboration avec Ressources naturelles Canada et Industrie Canada);
  - l'évaluation et la mise à l'essai des moyens d'évaluation et d'établissement de la valeur des ressources en eau (en collaboration avec Environnement Canada); ainsi que
  - la mesure de l'utilisation de technologies de pointe innovatrices dans les industries des ressources naturelles (en collaboration avec Ressources naturelles Canada).

### **Activités à l'appui des besoins en information liés à la cohésion sociale**

L'examen de la polarisation sociétale et de l'identité canadienne compte parmi les principaux éléments relatifs à la cohésion sociale au Canada. Bien que l'on dispose d'une vaste gamme de données tirées des enquêtes existantes, des lacunes statistiques considérables subsistent. Une stratégie à plusieurs volets est proposée; celle-ci combine des initiatives particulières visant à répondre aux besoins à court terme en matière de données et l'élaboration d'instruments souples de collecte et d'analyse de données permettant d'aborder les nouvelles questions issues du programme permanent de recherche. Les domaines visés par cette initiative sont les suivants :

- Enquête sociale générale (ESG)

Ce projet vise à remanier et à élargir l'ESG afin de recueillir des données à l'appui des initiatives de recherche, particulièrement dans les domaines de la cohésion sociale et du développement des ressources humaines. En l'an 2000, on se propose de tenir une enquête sur l'accès à la technologie de la communication de l'information et sur son utilisation, laquelle comportera en outre des liens avec les renseignements concernant la société et l'économie fondée sur le savoir.

*Rapport de la situation*

Au cours de la dernière année, Statistique Canada a concentré ses efforts sur le remaniement et l'élargissement du programme. Une enquête sur les crimes et la victimisation a été menée. Les plans prévoient une enquête sur *les familles, le soutien social et la prestation de soins* en 2001, ainsi qu'un certain nombre de nouveaux sujets liés *au vieillissement, au bénévolat, au don, à la participation et à l'emploi du temps* dans les années subséquentes.

- Crimes haineux et autres questions liées à la diversité à l'intérieur du système de justice

Les crimes à caractère haineux et les inégalités perçues du point de vue du traitement de divers groupes par le système de justice peuvent entraîner la polarisation de la société en fonction de critères raciaux ou ethniques. Les crimes à caractère haineux font partie des domaines où il existe des lacunes importantes en matière d'information. Ce projet permettra de recueillir des données pour

appuyer l'élaboration d'une politique efficace en réponse aux répercussions sociales et économiques des activités à caractère haineux.

#### *Rapport de la situation*

Statistique Canada a déjà entrepris de repérer les sources de données disponibles qui décrivent la diversité des Canadiens ainsi que les expériences des divers ensembles de population en tant que victimes, contrevenants ou employés du système de justice. Au cours des prochaines années, le travail sera centré sur la mise à l'épreuve des méthodes de collecte de données et sur l'établissement de mécanismes permanents de collecte de données.

- Enquête longitudinale auprès des immigrants au Canada

L'Enquête longitudinale auprès des immigrants au Canada vise à nous aider à mieux comprendre comment les immigrants s'ajustent à la vie au Canada. L'enquête permettra d'interviewer le même répondant à trois reprises après son arrivée au Canada : six mois (cycle 1), deux ans (cycle 2) et quatre ans (cycle 3). Ce concept facilitera l'analyse détaillée des facteurs qui influencent les changements dans la vie des immigrants avec le temps. L'enquête ne portera que sur les questions liées aux adaptations et à l'intégration à court terme. Les résultats de cette enquête permettront de déterminer les services qui sont les plus efficaces pour aider les nouveaux arrivants à s'établir au Canada, ainsi que la façon dont ces personnes utilisent les ressources qui sont mises à leur disposition. L'enquête vise les résidents permanents âgés de 15 ans et plus qui arrivent de l'extérieur du Canada au cours d'une période de temps donnée. L'unité primaire d'analyse de l'enquête est l'immigrant lui-même et non pas sa famille.

#### *Rapport de la situation*

Les consultations auprès des représentants gouvernementaux provinciaux et fédéraux ont débuté en novembre 1999. Les interviews pour cette enquête devraient commencer en octobre 2000 et seront menées dans 15 langues, y compris en français et en anglais. Compte tenu qu'il s'agit d'une enquête longitudinale, le projet prévoit que trois cycles d'enquêtes seront menés au fil du temps. Une étude de faisabilité en cours cherche à déterminer la meilleure méthode pour repérer les répondants. Le contenu du questionnaire et l'élaboration de celui-ci sont presque terminés, et les spécifications préliminaires pour la collecte de données ont été établies.

### **Activités à l'appui des besoins en information liés au développement des ressources humaines**

Le développement humain couvre de nombreux aspects de l'expérience humaine : l'enfance, le travail, l'apprentissage, le vieillissement, les soins prodigués à autrui et la participation au sein de la collectivité. Les projets statistiques suivants sont proposés en vue de combler les lacunes relevées par le réseau du développement des ressources humaines au cours de ses premières années de recherche :

- Enquête sur les transitions aux études postsecondaires

L'Enquête sur les transitions aux études postsecondaires permettra de recueillir des données pour mieux comprendre les facteurs qui touchent la transition que doivent faire les jeunes Canadiens entre les études postsecondaires et le monde du travail. Cela aidera à l'élaboration de politiques et de programmes destinés aux jeunes pour qu'ils réussissent ces transitions. Les résultats permettront aussi de définir les préoccupations au sujet de l'intégration sociale et du désengagement de la personne face à la société. L'enquête révélera s'il existe des lacunes majeures dans les premières étapes des études postsecondaires et si les jeunes qui abandonnent leurs études pourraient profiter d'autres cheminements dans le domaine de l'éducation. On a un besoin criant de renseignements pour évaluer le nombre de personnes qui quittent le pays après avoir obtenu leur diplôme, afin de comprendre les facteurs qui interviennent et d'élaborer des politiques sur la question de l'exode des cerveaux — une préoccupation grandissante sur le plan des politiques qui est liée à la compétitivité du Canada au sein de l'économie mondiale.

*Rapport de la situation*

Au cours de la dernière année, les activités ont surtout porté sur l'élaboration de l'Enquête nationale de 2001 auprès des diplômés, qui vise à suivre des personnes ayant obtenu leur diplôme en 1999. Dans le même ordre d'idées, les préparatifs de l'Enquête de suivi auprès des diplômés de 1995, qui se tiendra à l'an 2000, sont bien avancés. Un document de discussion est en cours d'analyse pour dégager les options relatives à la tenue d'enquêtes auprès des personnes qui n'ont pas terminé leurs études postsecondaires.

- Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie courante (EICUVC)

Au fur et à mesure que la société et l'économie canadiennes évoluent vers un accent plus marqué sur le savoir, les Canadiens doivent relever un nouvel ensemble de défis du point de vue de la transition et de l'adaptation. L'EICUVC vise à évaluer directement, par la voie de mesures cognitives, la performance d'adultes de 16 à 65 ans dans les domaines suivants : *la compréhension de textes suivis, la compréhension de textes schématiques, les capacités de calcul et la résolution de problèmes*. Les résultats permettront d'établir le profil des compétences de la population canadienne en âge de travailler de façon à pouvoir effectuer des comparaisons à l'échelle internationale. Le projet sera élaboré de concert avec l'OCDE, ce qui permettra la conception et l'étalonnage d'une série de tests génériques servant à mesurer les compétences précitées.

*Rapport de la situation*

À l'échelle internationale, les questions de l'enquête ainsi que l'élaboration du questionnaire se déroulent comme prévu et elles devraient se terminer en juin 2000. À l'échelle nationale, 16 pays, y compris le Canada, ébauchent des rapports de planification nationaux qui mettent en relief la nature et l'ampleur de leur participation à l'étude. Statistique Canada examinera ces rapports pour

s'assurer qu'ils sont conformes aux spécifications d'ici juin 2000. On prévoit mener une enquête-pilote au cours du premier trimestre de 2001.

- Changements touchant les cheminements de vie et l'emploi du temps

L'une des principales lacunes du point de vue de la recherche en matière de politiques fédérales déterminées par l'Initiative fédérale de recherche sur les politiques (IRP) a trait aux cheminements de vie et aux modèles d'emploi du temps des Canadiens, à la façon dont ces modèles se modifient et aux répercussions qu'ont ces changements. En particulier, l'IRP fait valoir ce qui suit : « La façon dont les Canadiens consacrent leur temps aux activités principales influence la production actuelle et future, la qualité des soins fournis aux enfants, la qualité de vie des particuliers et des familles ainsi que la force des collectivités locales. Les conséquences liées aux horaires surchargés des familles et à la nature changeante du monde du travail doivent être contrôlées et mieux comprises. Nous avons encore beaucoup à apprendre sur les préférences des familles pour ce qui est de concilier le travail, l'apprentissage, les loisirs et les activités de garde. »

*Rapport de la situation*

Le projet des « cheminements de vie » abordera ces lacunes de notre savoir et de notre compréhension en :

- appliquant de nouvelles méthodes analytiques afin d'intégrer tant les données actuelles que les données nouvelles pour fournir une meilleure description des tendances;
- entreprenant une nouvelle recherche pour faire la lumière sur les raisons pour lesquelles divers changements se produisent;
- élaborant une simulation et une projection méthodologique pour permettre la réalisation de différents scénarios en ce qui concerne les tendances ayant trait au cheminement de vie et à l'emploi du temps.

Pour l'année qui vient, les principaux produits de la composante des cheminements de vie seront des rapports d'analyse ainsi qu'une structure de logiciel (c'est-à-dire un ensemble systématique de liens statistiques calculés de façon empirique et une fonction de simulation). Cette structure de logiciel — le modèle de cheminement de vie — sera documentée et généralement offerte aux utilisateurs intéressés.

Pour l'année qui vient, les activités principales consisteront à améliorer les composantes de base du modèle (par exemple la dynamique du marché du travail) et à mettre l'accent sur les formes d'activité des jeunes enfants.

- Information sur le vieillissement

L'augmentation du nombre de personnes âgées au cours des prochaines décennies est source de préoccupations en ce qui a trait aux effets sur les soins de santé, les pensions et la main-d'œuvre. Bien que la plupart des enquêtes-ménages donnent des renseignements pertinents sur les questions relatives au vieillissement de la

population, l'Enquête sur le vieillissement et l'autonomie menée en 1991 est la dernière qui était axée sur de telles questions.

*Rapport de la situation*

Des consultations sont actuellement en cours pour évaluer les besoins de données liés au vieillissement de la population du Canada. Les possibilités qui sont présentement évaluées pour la fourniture de données comprennent l'utilisation, et peut-être l'élargissement, des enquêtes existantes; la tenue d'une nouvelle enquête sur le vieillissement et l'autonomie; ou l'élaboration d'une nouvelle enquête qui tienne compte des nouveaux besoins.

La recherche sur le meilleur moyen de tenir une enquête est continue et elle vise à coordonner et à optimiser la collecte de données sur les aînés.

- Enquête sur la sécurité financière (ESF)

L'ESF permettra de recueillir des données sur la valeur nette des Canadiens, c'est-à-dire la valeur de leur actif moins leur passif. Ce projet permettra de mieux comprendre :

- les types d'actif et de passif détenus par les particuliers et les familles au Canada;
- la façon dont la richesse est répartie au sein de la population canadienne;
- le profil des Canadiens qui détiennent divers types d'actif et de passif;
- les changements qui touchent l'actif et le passif au cours du cycle de vie;
- les capacités futures de consommation des Canadiens et leur vulnérabilité financière possible, particulièrement lorsque surviennent des événements imprévus comme une réduction du revenu;
- la mesure dans laquelle l'actif actuel des personnes leur permettra de toucher un revenu à la retraite;
- le lien entre le revenu et la richesse;
- la portée du transfert d'actifs d'une génération à l'autre; ainsi que
- les répercussions des prêts aux étudiants sur les étudiants et leurs familles.

*Rapport de la situation*

Statistique Canada a mené l'enquête de mai à juillet 1999. Les données recueillies sont présentement en traitement et la première diffusion des données est prévue pour septembre 2000.

- Système d'information amélioré sur l'éducation (SIAE)

Ce projet consiste à établir une base de données nationale comportant des dossiers scolaires d'élèves de tous les ordres d'enseignement, de la maternelle à l'enseignement postsecondaire, des établissements publics et privés. Ces renseignements permettront d'analyser la mobilité et le cheminement des élèves au fil des ans, d'un ordre d'enseignement à un autre, d'un établissement d'enseignement ou d'un secteur de compétence à un autre, ainsi que d'étudier de façon plus approfondie les facteurs liés aux résultats de l'éducation et aux résultats sur le marché du travail.

### *Rapport de la situation*

Au cours de la dernière année, les activités ont surtout porté sur le fait de s'assurer que les élèves aux études postsecondaires soient entrés dans la base de données nationale. L'objectif est d'avoir 90 % de tous les élèves aux études postsecondaires dans la base de données d'ici janvier 2001. Cela permettra de tirer l'échantillon de l'Enquête nationale de 2001 auprès des diplômés de 1999 des fichiers du SIAE.

## **Activités à l'appui des besoins en information liés aux défis et aux possibilités à l'échelle mondiale**

Puisque les projets de la présente section sont de portée internationale, on ne peut les classer parmi les titres précédents :

- Rapprochement et amélioration des données sur le commerce international de marchandises

Il existe deux facteurs touchant l'élaboration de la politique commerciale du Canada qui nécessitent une meilleure compréhension. Il s'agit des rapprochements avec les principaux partenaires commerciaux et des caractéristiques des exportateurs canadiens. Des données sur le commerce approuvées par toutes les parties concernées sont à la base des négociations commerciales. Ce projet consistera à procéder, avec les partenaires commerciaux principaux du Canada, au rapprochement des échanges commerciaux bilatéraux sur une base annuelle. Par ailleurs, on établira une population d'exportateurs que l'on tiendra à jour au fil des ans. Cela nous permettra d'analyser les caractéristiques de nos exportateurs, c'est-à-dire, qui ils sont, ce qu'ils exportent et vers quel pays. Ces renseignements constituent une composante clé pour contrôler et mettre au point des activités de promotion commerciale.

### *Rapport de la situation*

Durant la dernière année, des travaux de rapprochement ont été entrepris entre le Mexique (conjointement avec les É.-U.) et l'Union européenne. Statistique Canada a également analysé des marchandises individuelles. Dans le cas du Mexique, les résultats préliminaires ont été publiés simultanément dans les trois pays de l'ALENA à la fin de 1999.

Pour la période de 1993 à 1997, les résultats sur la communauté exportatrice seront publiés l'année prochaine. Les partenaires ont contribué à l'élaboration d'un registre d'exportateurs. Au cours de l'année qui vient, le travail commencera par l'établissement d'un programme permanent afin de maintenir le registre à jour, et une analyse démographique de nos exportateurs sera effectuée.



### 3. *Élaboration de l'initiative Carnet de route sur la santé*

L'initiative Carnet de route sur la santé est un travail de collaboration de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), de Statistique Canada, de Santé Canada et de plusieurs groupes œuvrant dans le domaine de la santé. Cette initiative vise en bout de ligne à :

- mieux repérer l'information sur les grandes questions actuelles et nouvelles en matière de santé;
- répondre aux problèmes des données fragmentées ou incomplètes;
- améliorer l'analyse de l'information sur la santé qui est saisie; ainsi que
- diffuser plus largement l'information sur la santé afin d'atteindre son potentiel pour améliorer la santé des Canadiens et leur système de santé.

#### *Résultats attendus*

On croit que cette initiative contribuera à l'établissement de nouvelles bases de données ou à l'élargissement de la base d'information actuelle, permettant ainsi de mieux comprendre les nouvelles questions relatives aux soins de santé. Cette initiative contribuera également à l'établissement de meilleures données et normes techniques pour recueillir des renseignements, assurer la protection des renseignements personnels et obtenir un consensus sur les indicateurs et les déterminants d'une bonne santé. Une telle entreprise sera possible grâce au travail de collaboration des partenaires clés aux échelons local, régional, provincial et territorial.

Les projets comprennent :

- l'élaboration d'ensembles de données axés sur la personne qui incorporent les données sur les soins de santé aux renseignements sur la santé des Canadiens et aux résultats des soins médicaux;
- la mise en œuvre de l'Enquête sur la santé des communautés canadiennes qui fournira des estimations transversales des déterminants de la santé, de l'état de santé et de l'utilisation du système de santé dans les régions de santé communautaire à l'échelle du Canada;
- l'amélioration du Registre canadien du cancer pour qu'il accepte des données supplémentaires (diagnostiques, interventions médicales, chirurgicales et thérapeutiques, ainsi que les coûts et les résultats connexes) afin de favoriser l'analyse de la survie; ainsi que
- le développement des statistiques de l'état civil afin d'améliorer l'exactitude, la rapidité et la qualité des données et d'accroître la capacité d'utiliser les données sur la naissance et sur la mortalité pour établir l'information relative aux effets sur la santé.

Vous pouvez obtenir plus de renseignements sur ces projets et bien d'autres dans la publication sur « l'initiative Carnet de route sur la santé » de la Division des statistiques sur la santé de Statistique Canada.

#### 4. *Contrôle du fardeau des répondants*

À Statistique Canada, on est toujours conscient du temps et de l'effort qu'exigent des répondants les demandes d'information. Les initiatives suivantes constituent des exemples des efforts menés par l'organisme pour contrôler le fardeau imposé aux répondants par l'intermédiaire d'autres moyens de collecte de données.

##### **L'élaboration de l'Enquête unifiée sur les entreprises**

Statistique Canada remodèle l'ensemble de son cadre de travail pour mener des enquêtes sur les entreprises. Afin d'éviter de reproduire les activités d'enquête, la plupart des enquêtes annuelles sur les entreprises seront intégrées dans un seul programme d'enquête principal appelé l'Enquête unifiée sur les entreprises (EUE). De plus, l'EUE permettra de recueillir plus de détails sur l'industrie et sur les marchandises à l'échelle provinciale qu'il n'était possible de le faire auparavant et d'éviter les recoupements entre les divers questionnaires d'enquête.

Voici les trois principaux objectifs de l'EUE :

- les méthodes et les procédures doivent tenir compte dans une large mesure du fardeau, de moindre ou de grande importance, imposé aux répondants;
- les statistiques sur les entreprises doivent être de bonne qualité, et cette qualité doit être à peu près la même pour chaque province et territoire; ainsi que
- le champ statistique doit être complet en ce qui concerne les industries et les marchandises.

L'EUE se rapproche beaucoup du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP) dont il a déjà été question. Les deux derniers objectifs précités font partie de la description du PASEP. Nous traiterons ci-après du premier objectif ayant trait au fardeau du répondant.

##### *Rapport de la situation*

À ce chapitre, Statistique Canada surveillera et limitera le fardeau d'enquête qu'il impose aux entreprises, particulièrement les plus petites entreprises, et il rendra l'exercice visant à ce que les entreprises lui donnent les renseignements dont il a besoin le plus simple, le plus souple et le plus économique possible.

Pour faire en sorte que le fardeau du répondant aux questionnaires de l'EUE soit le plus léger possible, un groupe de travail examine les stratégies d'enquête auprès des entreprises. Il se penche notamment sur l'examen des questionnaires d'enquête pour éliminer les questions qui se recoupent ou les questions non prioritaires, trouvant ainsi des façons d'utiliser davantage d'autres sources de renseignements (voir L'élaboration de nouvelles données administratives ci-dessous) et il s'assure que la terminologie et les concepts utilisés dans les questionnaires correspondent à la façon dont les entreprises tiennent leurs livres. D'autres activités du groupe de travail portent surtout sur l'examen des procédures d'échantillonnage et d'estimation dans les enquêtes auprès des

entreprises afin d'appliquer des techniques statistiques améliorées pour gérer et limiter le fardeau du répondant à ces enquêtes.

### **L'élaboration de nouvelles données administratives**

Une autre façon d'alléger le fardeau du répondant est l'utilisation de données administratives qui ont déjà été compilées d'autres sources. Souvent ces données proviennent d'autres organismes ou ministères fédéraux ou d'autres ordres de gouvernement qui doivent recueillir des renseignements pour répondre aux exigences de leurs propres programmes.

#### *Rapport de la situation*

Statistique Canada recherche activement de nouvelles sources de données administratives et prend les devants en concluant des ententes pour partager de telles données afin d'éviter la nécessité de mener d'autres enquêtes. Certaines sources, comme l'Index général des renseignements financiers (IGRF) et le dossier de la taxe sur les produits et services (TPS), ont été identifiées, analysées et elles seront intégrées dans le système statistique. Le nouveau document provisoire sur les douanes présente une source possible pour les statistiques sur le commerce, le transport et les déplacements. Statistique Canada prévoit analyser cette source au cours de la prochaine année. Dans les années subséquentes, l'organisme continuera de chercher des sources de données administratives qui combleront ses besoins en matière de renseignements.

## **5. Autres initiatives liées au secteur d'activité**

### **• Recensement de l'agriculture**

Le contenu du Recensement de l'agriculture de 2001 est prêt à être approuvé, ce qui laissera suffisamment de temps pour commencer l'impression des questionnaires et l'élaboration des systèmes de traitement, des manuels et des procédures. Le système de traitement comprendra un nouveau système de cartographie informatique qui permettra de repérer plus facilement l'emplacement des travaux agricoles.

Le Recensement de l'agriculture de 1996 s'accompagnait d'un système d'imagerie numérique, de stockage et de récupération pour les questionnaires remplis. Au cours de la prochaine année, des essais seront effectués pour déterminer la faisabilité d'ajouter un système de saisie des données par reconnaissance intelligente de caractères.

Le programme des produits du Recensement de 1996 s'est terminé en décembre 1999 avec la parution de la publication vedette *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne*. Cette publication est un recueil d'articles mettant en relief les questions du jour concernant les exploitants agricoles et leurs familles et l'industrie dans son ensemble. Une trousse pour les enseignants sera élaborée

pour accompagner cette publication afin d'en faciliter l'utilisation dans le secteur de l'éducation, le principal marché.

- ***Enquête auprès des peuples autochtones***

En décembre 1997, la réponse du gouvernement au *Rapport final de la Commission royale sur les peuples autochtones : Stratégie nationale pour les Autochtones* a été approuvée. Le budget de février 1998 comprenait d'ailleurs des fonds supplémentaires pour ce projet. En tant que partenaire de cette initiative, Statistique Canada procédera à une enquête auprès des peuples autochtones et créera un programme de formation en statistiques à l'intention des Autochtones, pour environ 30 à 40 d'entre eux par année. Rassembler nos forces : le plan d'action du Canada pour les questions autochtones est une initiative qui a été approuvée pour une période de quatre ans, à savoir de 1998-1999 à 2001-2002.

- ***Justice***

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) continuera de s'assurer que ses produits et activités répondent aux besoins en perpétuelle évolution de ses partenaires de l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique et du bassin plus large d'utilisateurs grâce à :

- des contacts réguliers avec les membres de l'Entreprise et les autres utilisateurs de données;
- la participation à des réunions de comités et d'organisations concernés par la justice (par exemple des comités fédéraux-provinciaux-territoriaux, des groupes de travail interministériels); ainsi que
- l'examen et la révision prévus des opérations d'enquête, du contenu des données et des produits et services résultants.

En 2000-2001, on aura terminé un examen et une révision du plan stratégique de l'Entreprise, qui a lieu tous les trois à cinq ans. On aura consulté amplement les membres de l'Entreprise. Acquisition clé de ce plan stratégique, les mesures de la performance permettront d'évaluer jusqu'à quel point les objectifs de l'Entreprise sont atteints.

Dans la mesure où leur financement est assuré, des projets spéciaux sont entrepris afin de répondre aux besoins émergents en matière de données et pour envisager des possibilités de collecte de nouvelles données. On s'attend à ce qu'au nombre des sujets suscitant un intérêt soutenu figurent la récidive, les avenues autres que l'incarcération, la justice pour la jeunesse et le maintien des programmes d'exécution de la loi.

Grâce au financement de Justice Canada sur une période de cinq ans, un appui essentiel sera accordé à l'application de la nouvelle *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Voici les activités qui ont eu cours cette année à l'appui de l'Initiative fédérale en matière de violence familiale : des modules sur la violence conjugale et sur le

mauvais traitement des aînés ajoutés à l'Enquête sociale générale de 1999 sur la victimisation; une enquête nationale auprès des maisons de transition; et une publication annuelle visant à surveiller les tendances relatives à la nature et à l'ampleur de la violence familiale au Canada.

- ***Initiative canadienne sur les statistiques sociales***

L'Initiative canadienne sur les statistiques sociales (ICSS) est un projet de collaboration du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et de Statistique Canada.

Statistique Canada possède des ensembles de données complets qui constituent pour le pays une excellente base statistique de renseignements sur les questions sociales et socioéconomiques importantes. Ces renseignements comprennent, entre autres, les facteurs qui déterminent le développement de l'enfant, les résultats d'enquête qui mettent en lumière les droits des Canadiens d'accumuler une pension, l'incidence des pratiques concurrentielles commerciales sur les employés, les facteurs qui déterminent la santé des Canadiens et l'incidence du crime et ses répercussions sur les victimes et sur la société. Voici les trois principaux objectifs du projet :

- promouvoir la recherche et la formation dans le cadre desquelles on utilise pleinement les statistiques sociales;
- faciliter l'accès aux microdonnées détaillées de Statistique Canada (tout en gardant la confidentialité des données conformément à la *Loi sur la statistique*) en mettant en place des centres de données partout au Canada;
- maximiser l'interface entre la recherche et la politique gouvernementale.

- ***L'avenir du secteur des services financiers canadiens***

À la suite des recommandations du Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien (Groupe de travail Mackay), on a demandé à Statistique Canada de mener des enquêtes pour fournir :

- de nouvelles données relatives à « l'offre » ou à la disponibilité de toutes les formes de fonds, y compris le passif et l'actif, pour les petites entreprises et les entreprises œuvrant dans les industries fondées sur le savoir;
- des renseignements concernant les sources de financement et la satisfaction de l'emprunteur quant à la disponibilité de fonds.

## Statistique du Recensement de la population

### A. Dépenses prévues nettes<sup>1</sup> (en millions de dollars) et équivalents temps plein (ETP)

Prévisions des dépenses 1999-2000 <sup>2</sup>	Dépenses prévues 2000-2001	Dépenses prévues 2001-2002	Dépenses prévues 2002-2003
36,6 \$	<b>121,9 \$</b>	203,4 \$	37,9 \$
718 ETP	<b>1 095 ETP</b>	1 320 ETP	613 ETP

<sup>1</sup> La *Loi sur la statistique* exige qu'il y ait un recensement tous les cinq ans. La Constitution ainsi que la *Loi sur la statistique* exigent la tenue d'un recensement décennal toutes les années se terminant par le chiffre 1, comme 2001. Il faut huit ans pour mener à terme un cycle complet d'activités pour le Recensement de la population, à partir de l'élaboration du contenu et des questionnaires jusqu'à la collecte, au traitement et à la diffusion des données. Par conséquent, les cycles des recensements et les ressources financières nécessaires se chevauchent, la fin d'un programme de recensement se produisant en même temps que l'élaboration du prochain recensement et les consultations préparatoires.

<sup>2</sup> Ce montant reflète les prévisions les plus justes des dépenses prévues à la fin de l'exercice courant.

### B. Objectifs

Ce secteur d'activité vise à fournir des renseignements statistiques sur la population canadienne ainsi que sur ses caractéristiques et conditions démographiques et leur évolution dans le temps.

### C. Description

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du recensement quinquennal de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transferts fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces.

***Les chiffres de population permettent d'établir :***

- ***les limites des circonscriptions électorales***
- ***les paiements de transfert***
- ***la répartition des fonds municipaux***

#### D. Principaux engagements en matière de résultats, résultats escomptés et activités connexes

<b>Information à fournir aux Canadiens :</b>	<b>Résultats escomptés :</b>	<b>Activités connexes :</b>	<b>Activités indiquées à la page</b>
<p>Fournir des statistiques objectives et non partisans permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadiennes qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions;</li> <li>• sensibles aux problèmes nouveaux;</li> <li>• de grande qualité.</li> </ul> <p>Et qui permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• répondre aux exigences légales;</li> <li>• renseigner les Canadiens sur les problèmes économiques et sociaux courants et émergents;</li> <li>• maintenir une infrastructure nationale d'information statistique.</li> </ul>	<p>Information démographique sur le Canada</p>	<p>Planification, consultation et préparation en vue du Recensement de 2001</p> <p>Planification initiale en vue du Recensement de 2006</p>	<p>36</p> <p>36</p>

### ***Recensement de 2001***

Le contenu du questionnaire du Recensement de la population de 2001 est prêt à être approuvé. Au cours de la prochaine année, l'organisme effectuera les préparatifs finaux en vue de la journée du recensement, le 14 mai 2001. Ces préparatifs comprennent principalement les activités suivantes en 2000-2001 :

- la production de tous les systèmes et les documents pour la collecte et le traitement du Recensement de 2001, y compris les trousseaux de questionnaires et les plans;
- des cadres extérieurs intermédiaires seront embauchés et entraînés, et la superficie requise pour les activités régionales sera réservée;
- les produits et services du Recensement de 2001 seront déterminés à partir de l'évaluation de l'expérience du Recensement de 1996;
- les profils du secteur des entreprises soumises à l'économie de marché seront définis et la stratégie d'établissement des prix pour les produits et services sera établie; ainsi que
- le recrutement et la formation du personnel affecté à la collecte de données seront terminés avant la journée du recensement.

La publication des premiers résultats du recensement commencera au printemps 2002. La publication des renseignements sur le recensement se produit sur une période de trois ans à compter de la première parution en avril 2002.

### ***Recensement de 2006***

Quant au Recensement de la population de 2006, les activités de développement commenceront en 2002. On prévoit que la recherche portera surtout sur les méthodes de collecte et de rassemblement des données et sur l'élaboration de plans de travail.



## PARTIE IV : RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

**Tableau 4.1**

**Statistique Canada**

**Source des recettes disponibles et des recettes non disponibles**

*Recettes disponibles*

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 1999-2000	<b>Recettes prévues 2000-2001</b>	Recettes prévues 2001-2002	Recettes prévues 2002-2003
Statistique économique et sociale	58,5	<b>75,6</b>	55,9	55,9
Statistique du Recensement de la population	15,5	<b>12,3</b>	13,3	13,3
<b>Total des recettes disponibles</b>	74,0	<b>87,9</b>	69,2	69,2

*Recettes non disponibles*

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 1999-2000	<b>Recettes prévues 2000-2001</b>	Recettes prévues 2001-2002	Recettes prévues 2002-2003
Statistique économique et sociale Services statistiques spéciaux	0,8	<b>2,5</b>	0,8	0,8
<b>Total des recettes non disponibles</b>	0,8	<b>2,5</b>	0,8	0,8

<b>Total des recettes disponibles et des recettes non disponibles</b>	74,8	<b>90,4</b>	70,0	70,0
---	------	-------------	------	------

## Tableau 4.2

### Statistique Canada

#### Coût net du programme pour l'exercice du Budget des dépenses

(en millions de dollars)	Dépenses prévues 2000-2001
Dépenses prévues nettes	434,6
Plus : Services reçus sans frais	
• Locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)	22,1
• Cotisations aux régimes d'assurance des employés et coûts payés par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT)	16,8
• Protection des accidents du travail assurée par Développement des ressources humaines Canada	0,3
• Traitements et coûts connexes liés aux services juridiques fournis par Justice Canada	0,1
	39,3
Moins : Recettes non disponibles	2,5
<b>Coût net du programme pour 2000-2001</b>	<b>471,4</b>

## **PARTIE V : AUTRES RENSEIGNEMENTS**

### **A. Mandat législatif**

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de données précises :

*Loi canadienne sur les prêts aux étudiants*

*Loi constitutionnelle*

*Loi de l'impôt sur le revenu*

*Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé*

*Loi de 1980 remaniant la législation bancaire*

*Loi électorale du Canada*

*Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés*

*Loi sur l'équité en matière d'emploi*

*Loi sur la concurrence*

*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*

*Loi sur la sécurité de la vieillesse*

*Loi sur la taxe d'accise*

*Loi sur le Conseil des Arts du Canada*

*Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer*

*Loi sur le Parlement du Canada*

*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*

*Loi sur les déclarations des personnes morales*

*Loi sur les juges*

*Loi sur les langues officielles*

*Loi sur les pensions*

*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*

*Loi sur les subventions aux municipalités*

*Loi sur les traitements*

*Régime de pensions du Canada*

## **B. Pertinence, partenaires de Statistique Canada et utilisations des données**

### **B.1 Pertinence**

Statistique Canada compte sur un grand nombre de mécanismes permanents qui contribuent à l'évaluation du programme global de l'organisme. En raison de la nature de ces mécanismes et de la portée de leur examen, les conseils dont Statistique Canada bénéficie finissent par toucher pratiquement tous ses programmes. Les mécanismes suivants fournissent conseils et rétroaction à l'organisme.

#### ***Conseil national de la statistique***

Le Conseil national de la statistique conseille le statisticien en chef du Canada sur toutes les activités de Statistique Canada, en particulier sur les priorités du programme dans son ensemble.

#### ***Comités consultatifs professionnels***

Dans les grands domaines statistiques, un réseau de comités consultatifs professionnels examine constamment les produits statistiques de l'organisme et l'aide à fixer ses priorités et à accroître la pertinence de ses programmes.

***S'assurer de la pertinence au moyen de la consultation***

#### ***Relations bilatérales avec des ministères fédéraux importants***

Statistique Canada entretient des relations bilatérales constantes et étroites avec des ministères et des organismes fédéraux importants, dont les ministères de l'Industrie, de la Santé, du Développement des ressources humaines, de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, des Transports, du Patrimoine, de la Citoyenneté et de l'Immigration, de la Justice, ainsi qu'avec Revenu Canada (Impôt et Douanes), l'Office des transports du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Grâce à ces relations bilatérales, l'organisme peut mieux cerner les besoins de chacun des ministères et leurs priorités en matière d'information.

#### ***Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)***

Ce conseil et ses sous-comités forment un réseau composé de 13 représentants officiels des provinces et des territoires qui, de concert avec Statistique Canada, s'emploient à cerner les besoins en matière de données, à échanger sur les activités statistiques en cours et à coordonner la diffusion des produits de Statistique Canada dans les diverses administrations provinciales et territoriales.

Enfin, il y a trois initiatives spéciales dans les domaines de la statistique de la santé, de l'éducation et de la justice qui méritent d'être signalées :

***Santé*** : Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du Conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui

comprend notamment des hauts représentants des administrations fédérale et provinciales ainsi que du secteur privé, incluant le statisticien en chef du Canada.

**Éducation** : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada. Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

**Justice** : Le Conseil de l'information juridique, composé des sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes de justice et du statisticien en chef, conseille ce dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

Outre ces mécanismes de consultation, Statistique Canada procède à des examens spéciaux de ses programmes (notamment en réunissant des groupes de discussion ou en tenant des consultations spéciales dans le cadre du réaménagement de ses programmes) pour assurer la pertinence de ses produits et mieux cerner les besoins de ses clients.

## **B.2 Partenaires de Statistique Canada et utilisations des données**

**Partenaires** : Dans ses opérations et ses priorités, Statistique Canada doit tenir compte d'une très vaste gamme de groupes d'intérêt — les grands utilisateurs fédéraux et provinciaux, une multitude d'autres utilisateurs, les répondants et d'autres organismes dont les données administratives constituent une source importante de renseignements. Les principaux partenaires de l'organisme sont les suivants :

- **Le public et les médias** : C'est surtout par l'intermédiaire des médias que sont communiqués au public les renseignements de base sur la société canadienne — la croissance économique, l'emploi, l'inflation, la balance des paiements, la population, le revenu des familles, la santé, l'éducation, la justice et divers autres sujets.
- **L'administration publique** : La plupart des ministères et organismes fédéraux sont de grands utilisateurs des données de Statistique Canada et plusieurs sont également d'importants fournisseurs de données administratives. Des ententes bilatérales complexes existent afin d'assurer le bon échange de renseignements. Les administrations provinciales et territoriales, tout comme l'administration fédérale, comptent beaucoup sur les données de Statistique Canada pour toute la gamme des domaines couverts par l'organisme; elles sont aussi d'importants fournisseurs de données sur la santé, l'éducation et la justice.
- **Les entreprises et les syndicats** : Les entreprises et les syndicats sont à la fois d'importants fournisseurs de données et d'importants utilisateurs des renseignements

de l'organisme. Le fardeau imposé au monde des affaires, soit celui de répondre aux enquêtes, continue d'être un facteur important dans la conception des programmes statistiques. L'organisme se sert d'une multitude de canaux de communication pour rejoindre ce secteur, notamment en collaborant étroitement avec les petites entreprises.

- **Le secteur universitaire** : Le secteur universitaire constitue un important utilisateur des données de Statistique Canada. Il s'en sert tant à des fins de recherche que d'enseignement. Une partie importante des conseils que reçoit l'organisme provient de ce secteur.
- **Les organismes étrangers et internationaux** : Statistique Canada entretient des relations étroites avec des organismes internationaux, scientifiques et intergouvernementaux dans le but d'échanger du savoir-faire professionnel et de promouvoir l'application de notions, de normes et de pratiques communes. Du fait de l'adhésion du Canada à des organisations internationales, comme les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques, les produits du programme doivent répondre à des normes internationales de sorte que les données canadiennes puissent continuer à être comparées avec celles d'autres pays.
- **Les autres groupes de clients** : Il faut tenir compte des intérêts de nombreux autres utilisateurs des données de Statistique Canada, comme les administrations régionales et locales, les bibliothèques publiques, les associations professionnelles, les instituts de recherche et les groupes d'intérêt.

**Utilisations** : La pertinence des renseignements statistiques que l'organisme fournit à ses partenaires ressort des utilisations suivantes qui en sont faites. Ainsi, on les utilise pour :

- **analyser** le rendement économique;
- **élaborer** les politiques budgétaire et monétaire et la politique de change;
- **orienter** les négociations tarifaires et commerciales internationales;
- **élaborer** des politiques et des programmes d'aide aux petites entreprises;
- **contribuer** à l'élaboration des politiques et évaluer les programmes gouvernementaux de bien-être économique et social;
- **améliorer** l'affectation des fonds destinés aux programmes gouvernementaux en déterminant leurs effets économiques et sociaux;
- **appuyer** la réglementation et les prescriptions législatives du gouvernement;
- **délimiter** les circonscriptions électorales;
- **déterminer** les paiements de péréquation et les autres transferts budgétaires fédéraux-provinciaux;
- **rajuster** les contrats et les droits en fonction de l'inflation;
- **élaborer** des programmes visant à promouvoir la compétitivité intérieure et internationale;
- **appuyer** des programmes et des politiques en matière d'immigration;

- **appuyer** les stratégies et programmes de tourisme;
- **évaluer** la rentabilité des programmes de soins de santé et d'éducation; ainsi que
- **déterminer** l'efficacité du système juridique.





## INDEX

### A

agriculture, 31, 42

### C

cohésion sociale, 3, 8, 14, 18, 23  
compétitivité, 8, 14, 25, 42  
connectivité, 4, 21, 22  
croissance économique, 3, 8, 14, 18, 20,  
43

### D

développement humain, 24  
documents administratifs, 5, 7

### E

environnement, 3, 8, 14, 20, 22, 40

### F

fardeau du répondant, 5, 15, 30, 31  
fondé sur le savoir, 3, 8, 14, 18, 20, 21,  
23, 25, 33

### I

infrastructure, 14, 15, 17, 21, 22, 35

### J

justice, 12, 14, 23, 24, 32, 40, 41, 43

### M

mandat, 5, 7, 22

### N

normes, 4, 7, 29, 42

### O

objectifs, 7, 16, 18, 30, 32, 33

### P

partenaires, 8, 28, 40, 41, 42  
pertinence, 7, 8, 13, 40, 41, 42  
peuples autochtones, 32  
possibilités à l'échelle mondiale, 8  
Projet d'amélioration des statistiques  
économiques provinciales, 14, 16, 30

### Q

qualité, 3, 4, 5, 7, 13, 14, 16, 17, 20, 26,  
29, 35

### R

Recensement de la population, 34, 35,  
37  
ressources humaines, 3, 8, 14, 18, 23, 24  
résultats, 8, 12, 27, 29

### S

santé, 7, 12, 14, 26, 29, 33, 39, 40, 41,  
43  
sciences et technologie, 3, 14, 20, 21  
stratégies, 30, 43